

# Politique budgétaire et chômage en RD Congo : analyse par décomposition de 2000 à 2023

KASONGO MUSAFIRI Trésor\*

WENGHA MASUDI Pierre\*\*

AMSINI KALOMBOLA Floribert\*\*\*

## Résumé

L'objectif principal de cet article est d'évaluer les effets de la politique budgétaire sur le chômage en RDC, une analyse par décomposition. Pour y arriver, des estimations économétriques ont été faites à l'aide du modèle ARDL en données chronologiques sur une période allant de 2000 à 2023. L'analyse de la régression révèle que pour ce qui est du chômage structurel, son taux baisse très légèrement à la suite d'une politique budgétaire de relance. Ainsi, à court terme, si les dépenses publiques augmentent de 1% du PIB, le chômage structurel baisse de 0,0007 point. La croissance fait, elle aussi, baisser le chômage structurel, mais l'influence reste statistiquement moins significative.

S'agissant du chômage conjoncturel, la politique budgétaire est à même de baisser son niveau. C'est ainsi que l'accroissement des dépenses publiques de 1% du PIB réduit le chômage conjoncturel de 0,08%. Quant à elle, une croissance économique suffisamment robuste pour réduire ce type de chômage. Ainsi 1% d'augmentation du PIB réel diminue le chômage de 0,22% confirmant ainsi la loi d'Arthur OKUN.

Quant à ce qui est du long terme, la politique budgétaire est sans effet sur le niveau du chômage structurel autant que la croissance économique. Leurs influences restent marginales du point de vue statistique. La croissance économique reste cependant nécessaire pour agir sur le niveau du chômage conjoncturel.

---

\* *Assistant de premier mandat à l'Université de Kindu, Département des Sciences économiques / Économie publique, Faculté des Sciences économiques et de gestion, E-mail : tresorkasongoivan@gmail.com, Téléphone : +243 81 00 66 169.*

\*\* *Assistant de premier mandat à l'Université de Kindu, Département des Sciences économiques / Économie monétaire, Faculté des Sciences économiques et de gestion, E-mail : wenghapierre@gmail.com, Téléphone : +243 81 44 37 033.*

\*\*\* *Assistant de premier mandat à l'Université de Kindu, Département des Sciences économiques / Économie du développement, Faculté des Sciences économiques et de gestion, E-mail : floribertamsinikalombola@gmail.com, Téléphone : +243 9 9 8 63 67 17.*

**Mots clés :** *Politique budgétaire, Chômage.*

### **Abstract**

The main objective of this article is to evaluate the effects of fiscal policy on unemployment in the DRC, a decomposition analysis. To achieve this, econometric estimates were made using the ARDL model in chronological data over a period from 2000 to 2023. The regression analysis reveals that with regard to structural unemployment, its rate falls very slightly following a fiscal recovery policy. Thus, in the short term, if public spending increases by 1% of GDP, structural unemployment falls by 0.0007 points. Growth also reduces structural unemployment, but the influence remains statistically less significant.

Concerning cyclical unemployment, budgetary policy is able to lower its level. This is when increasing public spending by 1% of GDP reduces cyclical unemployment by 0.08%. Economic growth is robust enough to reduce this type of unemployment. 1% increase in real GDP reduces unemployment by 0.22%, thus confirming the law of Arthur OKUN.

As for what relates to the long term, budgetary policy has no effect on the level of structural unemployment as much as economic growth. Their influences remain marginal from a statistical point of view. However, economic growth remains necessary to act on the level of cyclical unemployment.

**Keywords:** *Fiscal policy, Unemployment.*

## **1. Introduction**

Les économies modernes font actuellement face à une réalité qui, par sa nature et ses conséquences, constitue la manifestation du déséquilibre qui les caractérise : le chômage. Un niveau élevé de chômage dans un pays présente d'énormes conséquences sur l'économie et sur les individus. Ainsi, selon l'OIT le taux de chômage en 2023 s'était élevé à 5,1 % soit une légère amélioration par rapport en 2022 où il a atteint 5,3% et

d'après les tendances, les perspectives du marché du travail et le chômage mondial vont tous deux s'aggraver en 2024 où des millions supplémentaires devraient être à la recherche d'un emploi.<sup>1</sup>

Cependant, au regard de la réalité vécue nous constatons que la situation socio-économique de la République Démocratique du Congo laisse à désirer notamment par un taux élevé de chômage, le comportement répétitif de déficit budgétaire, des politiques budgétaires expansionnistes mais à faible effet sur l'activité économique et sociale qui s'explique par l'insuffisance des infrastructures de base, le salaire de misère payé aux fonctionnaires, etc. Ces effets non significatifs de la politique budgétaire malgré son expansion, le chômage demeure ainsi un sujet d'actualité dans notre pays.

Promouvoir une croissance équilibrée à son sein implique pour un Pays la mise en place d'une politique économique qui permet de résoudre les différents problèmes auxquels est confrontée son économie. Un niveau élevé de chômage dans le pays présente d'énormes conséquences tant au niveau de la population condamnée à vivre dans la pauvreté qu'au niveau de l'économie en général qui doit supporter des coûts appelés « coûts de chômage ».

Par ailleurs, dans ses analyses sur le fonctionnement des marchés, la tendance keynésienne soutient que tout le cas, il peut toujours y avoir un équilibre de sous-emploi, c'est-à-dire qu'on peut trouver l'équilibre entre l'offre et la demande sur tous les marchés sauf sur le marché d'emploi. Le chômage ne disparaîtra pas spontanément et l'Etat doit intervenir en particulier par une politique de soutien à l'offre de l'emploi pour donner du travail à ceux qui en cherchent afin d'augmenter le niveau des activités dans le pays et par effet d'entraînement, d'augmenter le niveau de PIB<sup>2</sup>.

De l'autre côté, l'accroissement constant de la population active du fait de la forte natalité aggravant le problème et il est à noter que, entre 1960 et 2022 le nombre d'habitants en RDC est passé de 15,25 million à 99,01 million soit une augmentation 54,93% en 62 ans.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Le rapport de l'OIT : *emploi et question sociale dans le monde tendance 2024* consulté le 5/06/2024.

<sup>2</sup> Sary NGOY, B., *Cours de politiques économiques*, L2, FSEG, UNIKI 2023-2024, p.48, inédit

<sup>3</sup> <http://www.investirindrc.cd/fr/généralités-sur-la-rdc>, consulté le 04 avril 2024

S'agissant des dépenses publiques, durant cette période elles ont sensiblement varié. En effet, la décennie 2000 est globalement marquée par une politique budgétaire expansionniste. Les différents projets, lancés par le gouvernement dans le cadre des cinq chantiers de la République et la révolution de la modernité en 2011 sont parmi les facteurs explicatifs de cette tendance. A partir de 2014, on a constaté néanmoins une chute des recettes avant qu'une reprise lente ne puisse s'observer peu après. Ce recul se justifie essentiellement par la baisse des recettes attendues des exportations, du fait de la baisse des cours des matières premières au niveau mondial. En effet, à cette occasion, le Gouvernement a présenté à l'opinion nationale et internationale, comme ci-après, les statistiques sur l'emploi et le chômage dans notre pays : « Il se crée en RDC depuis 2012, 100.000 emplois en moyenne chaque année et le taux de chômage en 2014 est de 43% tandis qu'en 2000, il a été de 67% ». <sup>4</sup>

Ainsi, soucieux de garantir la cohérence entre les performances macro-économiques, le niveau de la croissance économique et l'amélioration du vécu quotidien des populations congolaises, le Gouvernement s'est donc félicité de l'évolution du niveau de l'emploi qui s'est traduite par la réduction du taux de chômage.

Tout en gardant une tendance croissante, la part des dépenses publiques dans le PIB a subi naturellement des mouvements de baisse et de hausse. Ces mouvements sont directement liés aux variations du PIB et des dépenses publiques. Alors que le ratio était d'environ de 2% en 2000, ce ratio avoisine 8,5% en 2015, avant de chuter sous l'effet conjoint de la baisse de croissance et des dépenses publiques. Par la suite, les dépenses publiques ont continué d'augmenter au point de représenter près de 14% du revenu national.

Au regard de toutes ces réalités, notre problématique se résume autour de la question suivante : Quels sont les effets de la politique budgétaire sur le chômage en RD Congo ?

En menant cette étude, nous nous sommes fixés principalement l'objectif d'analyser les effets de la politique budgétaire sur l'évolution du chômage structurel et conjoncturel aussi bien sur le long terme que sur le court terme. Deux points composent

---

<sup>4</sup> Idem

ainsi la présente étude, à savoir la littérature théorique, ainsi que les évidences empiriques.

## **2. Politique budgétaire et chômage**

Cette partie s'inscrit dans l'optique d'exploiter les travaux antérieurs ayant trait avec notre étude analysant les implications de la politique budgétaire sur le chômage. Deux points le composent : le premier s'articule sur la littérature théorique et le second s'attèle aux différents travaux empiriques expliquant les différents résultats trouvés

### **2.1. Littérature théorique**

#### ***a. Les explications keynésiennes***

Le rôle de l'Etat en tant que stimulateur de l'activité économique et de la relance de la croissance économique a été défendu par Keynes après la crise de 1929. La théorie keynésienne se place dans un contexte de sous-emploi et dans un raisonnement au niveau des grandes variables de l'économie telles que : la demande, la consommation ou l'investissement. C'est aux analyses keynésiennes que l'on doit les premières présentations de finances publiques envisagées comme des instruments de politiques économiques.<sup>5</sup>

Pour Keynes le niveau de revenu global et de l'emploi, dans l'économie à un moment donné dépend du niveau des dépenses de consommation et de dépenses d'investissement dans cette économie. *Les chefs d'entreprises* produisent des biens et services et emploient des facteurs de production parce qu'ils prévoient une demande pour leur production. En effet, selon lui tout dépend de la demande effective et non pas de l'offre comme le soutiendront les "Supply Siders"<sup>6</sup> Ainsi pour Keynes, la demande effective et la demande anticipée par les entrepreneurs leur permettent de mettre en œuvre un certain niveau de production, et donc d'emploi.

Ainsi, selon cet auteur, la seule façon de sortir du sous-emploi est de relancer la demande. Or, celle-ci est faible en situation de sous-emploi en raison d'une faiblesse du revenu. Dès lors, il appartient à l'Etat de la stimuler en injectant de la monnaie dans

---

<sup>5</sup> TOULOUSE, J-B, et al. *Finances publiques et politiques publiques*, éd. Economica, Paris, p 410

<sup>6</sup> Idem, P.411

l'économie. Cette injection de la monnaie se fait par l'entremise de la politique des grands travaux notamment la construction des infrastructures de base. Pour ce faire, l'Etat est obligé de recourir à une forte main d'œuvre laquelle sera rémunérée.

Ainsi en acquérant les matériaux et en payant cette main d'œuvre, l'Etat injecte la monnaie dans le circuit de paiement. La main d'œuvre disposant d'un revenu va réinjecter celui-ci dans le circuit notamment en payant des biens et services de base nécessaire pour sa survie. D'où l'Etat a le rôle de réaliser une politique budgétaire qui, selon SAMUELSON, est un processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins de contribuer à l'amortissement des oscillations économiques, favoriser le maintien d'une économie progressive assurant un degré d'emploi élevé et affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou déflation.<sup>7</sup>

***b. Pour les classiques et les néo-classiques***

Le courant de pensée classique et néo-classique a pour point de départ la théorie d'Adam Smith. De façon générale, pour cette école, l'Etat ne doit pas intervenir sur le marché afin de ne pas fausser les effets de la main invisible. Adam Smith préconise le "laissez faire" au sens duquel le fonctionnement de l'économie doit être libre. Cette théorie est à la base du même courant de pensée classique. Selon eux, ce laissez-faire est la meilleure façon d'éviter la crise de déséquilibre, car l'économie a le potentiel de se réguler elle-même.

Pour les néo-classiques, la politique de relance est inefficace (selon les monétaristes), totalement inefficace (école de l'offre) et même dangereuse (école des cycles d'affaires réels). Lorsque l'Etat fait recours à l'emprunt pour financer les dépenses, il pousse à la hausse des taux d'intérêt ; ce qui tend à déprimer l'investissement d'un montant équivalent à la relance. Les agents économiques savent, qu'à court terme, le taux d'imposition augmentera pour rembourser l'emprunt, et, qu'en prévision de ces impôts futurs, ils réduisent leur consommation. L'efficacité de la relance est donc contrecarrée par les anticipations des agents économiques. Pour faire face à cette situation, les néoclassiques proposent l'équilibre budgétaire sur l'ensemble du cycle afin de ne pas peser sur l'épargne nationale.

---

<sup>7</sup> Abraham Frois, G, *Economie publique*, Ed. Economica, Paris, 1988, p.85

*c. La critique Hayekienne*

L'idée de la primauté du marché dans l'économie a surtout été défendue par Friedrich, pour qui seul le marché permet la réalisation des intérêts individuels et de la civilisation. La soumission au marché permet ainsi la liberté et la satisfaction maximale des individus. Hayek voit le capitalisme comme un ordre spontané qui se régule tout seul par l'intermédiaire du système de prêt. Ainsi, pour Hayek, le prix et notamment le salaire doivent être totalement flexibles. Selon lui, les syndicats sont la cause du chômage, car ils empêchent un juste équilibre de salaire. Pour cet auteur, ce n'est pas l'insuffisance de la demande qui est la base du sous-emploi, mais l'injection très importante de monnaie de la part des autorités monétaires (donc l'Etat au travers la Banque Centrale).

En effet, une injection de monnaie dans l'économie ne permet pas de résorber le chômage ; au contraire, elle entraîne des disparités dans la répartition de la production entre les différents secteurs (notamment ceux qui produisent les biens de consommation et ceux qui produisent des biens d'équipement) et elle peut aggraver le chômage en précipitant les crises. Ainsi entendu, les politiques keynésiennes peuvent atteindre une situation contraire à l'objectif initial.

Par ailleurs, Hayek explique la situation de stagflation que l'on connaitra dans l'économie à savoir une forte inflation et un chômage élevé et il explique que la crise peut être évitée s'il y a un long détour de production pour les biens d'équipement. D'après Hayek, explique Gilles Dostaler, « toute tentative pour modifier l'ordre spontané, spécialement le marché par une redistribution de revenu, une réorganisation de la production, la manipulation monétaire et toute autre mesure d'intervention gouvernementale dans l'économie ne peut mener qu'à des distorsions, à l'inefficacité et surtout à la gestion au profit des groupes les plus forts et les mieux organisés, au premier rang desquels les syndicats. La volonté de la justice sociale ne peut se traduire que par une législation discriminatoire, donc par la violation de la règle du droit qui caractérise tous les totalitarismes autoritaires ou démocratiques <sup>8</sup>»

---

<sup>8</sup> STUMPF, E., (2001), *L'intervention de l'Etat est-elle nécessaire dans une économie de marché*, [en ligne], [Référence du 10 mars 2024 10h00], disponible sur [http://aygosi.fr/DISSERT\\_intervention\\_Etat\\_Economie\\_Marché.htm/](http://aygosi.fr/DISSERT_intervention_Etat_Economie_Marché.htm/)

Parlant de la crise, Hayek note que celle-ci est la manifestation qu'une économie vit au-dessus de ces moyens. Elle est, en même temps, le moyen de purger celle-ci de ses excès en résorbant les déséquilibres qui l'ont provoqué. Il ne s'agit donc pas de relancer la demande effective et l'investissement par un financement monétaire de celui-ci, mais par la reconstitution d'une épargne suffisante pour retrouver l'équilibre entre l'épargne et l'investissement, Une fois la crise déclarée, nous ne pouvons rien faire pour en sortir avant son terme naturel. En ces termes, Hayek s'oppose à Keynes lequel conteste l'épargne.<sup>9</sup>

Si Hayek explique que les politiques de relance sont inefficaces, un autre économiste Milton Friedman, chef de file des monétaristes, adressera lui aussi une sévère critique à Keynes et à l'Etat.

#### *d. La critique friedmanienne*

La critique monétariste de Milton Friedman sur la politique budgétaire s'appuie sur trois arguments: la remise en cause de la stabilité de la fonction de consommation, le financement du déficit public par émission des titres et la temporalité de l'intervention étatique. D'abord, Friedman Milton a remis en cause la fonction de consommation keynésienne en introduisant sa théorie du revenu permanent.<sup>10</sup> Il souligne que la consommation ne dépend pas du revenu courant, mais bien de la richesse ou, en première approximation, du revenu permanent, c'est-à-dire des revenus passés des ménages et l'anticipation qu'ils ont de leurs revenus à long terme. Il n'y aurait dès lors plus de relations stables entre le revenu courant de la période et la consommation de cette même période, donc plus de stabilité de la fonction de consommation, de la propension à consommer ni du multiplicateur.

Pour Milton Friedman, l'argumentation keynésienne ne tient plus debout, car à quoi une politique de relance servirait-elle si les ménages accumulent les excédents de revenus dans le bas de laine, sous leurs matelas à peu de choses près, à part creuser les déficits ? La politique budgétaire est donc inefficace à court terme et déstabilisante à moyen terme ! Ensuite, le financement des dépenses publiques par émission des titres

---

<sup>9</sup>DOSTALER, G., *Keynes et ses combattants*, Paris, éd Albine Michel 2004 cité par Zakia Hidouche la controverse Keynes-Hayek et les grandes crises, 2010, P. 30

<sup>10</sup>EUZEBY, A., et HARSHTEI, M-N

engendrait un effet d'éviction. Pour Milton,<sup>11</sup> les dépenses gouvernementales financées par l'emprunt public ne font que remplacer un volume approximativement égal des dépenses privées (notamment l'investissement).

Enfin, Friedman porte un autre coup plus violent aux théories keynésiennes sur l'intervention étatique en période de crise: pour lui, loin d'atténuer les crises, elle ne fait que les aggraver.<sup>12</sup>

En effet, Milton souligne, écrit Alexis Vintray que l'action de l'État est marquée Il estime ainsi entre 10 et 24 mois le délai entre le moment critique et le moment où l'Etat agit concrètement. Entre les deux il y a un délai le moment où le problème survient et celui où les hommes de l'État en prennent conscience, puis à nouveau un délai jusqu'à la décision des mesures à prendre, et en fin un troisième avant que les effets de ses mesures se fasse sentir.

## **2.2. Revue empirique**

YAGOUB Mohamed dans son étude politique budgétaire, croissance économique et chômage en Algérie, une analyse à l'aide d'un modèle de causalité de Granger. L'objectif de son étude était de cerner l'effet de la politique budgétaire comme levier de la croissance économique et par conséquent un outil potentiel de réduction du chômage. Ainsi, il a pu conclure à l'aide de modélisation économétrique que les dépenses d'investissement et les dépenses de la défense ont une influence sur la croissance économique. Par contre, les dépenses de l'éducation, de la santé et du transport n'ont pas d'influence sur la croissance économique à cause de la négligence du capital humain par l'État. Il a enfin mis en évidence du lien entre la croissance économique et le chômage. Les résultats qui s'en dégagent affirment qu'en Algérie, la croissance économique de l'année courante a un effet sur le taux de chômage de l'année suivante.<sup>13</sup>

Pierre St. Amant et David Tessier, examinent la tendance des dépenses publiques et de l'inflation et comparent le taux de chômage au Canada et aux Etats Unis. L'objectif de ces deux auteurs est ici d'isoler les contributions respectives des politiques

---

<sup>11</sup> VINTRAY, A, *Milton Friedman et la critique du Keynésianisme*, [www.contrepoint.org](http://www.contrepoint.org), consulté le 10 mars 2024.

<sup>12</sup> ABRAHAM-FROIS, G., *Op.cit.*, p. 503.

<sup>13</sup> MOHAMED YAGOUB, *Politique budgétaire, croissance économique et chômage en Algérie*, Université d'Alger 2014 en ligne sur : <https://m.meziani.m.over-blog.com> consulté le 09 mars 2024.

budgétaire et monétaire canadienne et Étasunienne à l'évolution des taux de chômage des deux pays.<sup>14</sup> La méthode utilisée consiste à estimer des modèles VAR et à utiliser des restrictions d'identification de long terme pour faire une analyse structurelle. Ainsi les chocs de politique budgétaire sont définis comme la partie des innovations de la VAR entraînant un changement de la tendance du ratio des dépenses publiques ou PIB.

Tandis que par choc de politique monétaire, les auteurs entendent la partie des innovations de la VAR qui modifie la tendance de l'inflation. Le résultat principal est que l'évolution comparée des taux de chômage canadien et Étasunien est liée, en premier lieu, au choix différents des deux pays en matière de politique budgétaire. La politique monétaire n'est pas sans effet sur l'évolution du taux de chômage dans les deux pays, mais elle n'explique pas les tendances divergentes, principale cause de l'écart de chômage observé depuis la fin des années 70. Ils estiment par ailleurs que la tendance du taux de chômage canadien a connu une baisse importante au cours des dernières années.

Yacine Miliani a voulu analyser le rôle de la dépense publique dans la politique de l'emploi en Algérie, d'abord par l'effet direct dépense publique –emploi, en suite par l'effet indirect dépenses publiques-croissance économique-emploi. Il est arrivé, à l'aide d'une élasticité « ARC », à la conclusion selon laquelle l'augmentation des dépenses publiques a beaucoup plus d'impact sur l'emploi que sur la croissance. Cependant la politique de relance économique donne des résultats considérables sur le court terme mais elle a des difficultés pour continuer à soutenir la croissance et réduire le chômage dans le long terme à raison des plusieurs facteurs liés essentiellement à l'instabilité des prix des hydrocarbures sur le marché mondial, l'irrationalité dans les dépenses publiques et la fragilité des secteurs économiques.<sup>15</sup>

Girard et Biau (2005) se sont intéressés à l'impact de la politique budgétaire sur l'activité économique en France comme Bruno en 2020. Cette étude a utilisé une approche « VAR structurel » sur une série de 1978 à 2003 de cinq principales variables, à savoir les recettes, les dépenses, le PIB, le niveau de Prix et le taux d'intérêt. L'étude

---

<sup>14</sup> <https://www.bank-banquecanada.ca>, Consulté le 08 mars 2024.

<sup>15</sup> Yacine Miliani, *Des effets de la dépense publique sur la croissance économique et emploi en Algérie*, Thèse de Doctorat, Université d'Oran Muhamed, 2016, inédit

atteste l'efficacité de la politique budgétaire à court terme, selon qu'un choc structurel de 1 euro sur les dépenses a un impact significativement 1,4 euro sur l'activité économique.<sup>16</sup>

Pierre ROGER BOMOKO dont le thème était « l'impact de la politique budgétaire sur la pauvreté en République Centre africaine » a montré que les dépenses d'éducation, de santé ont un impact sur les indicateurs de bien-être et, dans une moindre mesure, un comportement mitigé à court et long terme des dépenses d'infrastructures. Et que généralement, les dépenses sociales de fonctionnement sont plus coûteuses que celles des investissements. Donc une augmentation des dépenses sociales de base (éducation, santé) permet de réduire la pauvreté de manière significative.

En effet, une augmentation des dépenses sociales autres que les secteurs listés, dans cette partie, a un impact léger sur la pauvreté. L'analyse économétrique, au travers des équations simultanées, montre que les dépenses sociales contribuent à la croissance économique et améliorent le bien-être des ménages à travers leur consommation. L'augmentation des dépenses sociales associée à une dynamique de l'économie permet d'éradiquer la pauvreté si la répartition de la richesse est égalitaire. Pour parvenir à l'objectif d'amélioration des conditions de vie des populations et de réduction de la pauvreté, des recommandations de politiques économiques et sociales ont été suggérées.<sup>17</sup>

En dehors des économistes ayant trouvé la causalité à double sens entre la croissance et dépenses publiques, on y recense aussi ceux qui ont mis en évidence l'existence d'une causalité unidirectionnelle. GHALI (1997)<sup>18</sup>, en utilisant le test de causalité au sens de Granger pour le cas de la Tunisie, a montré que l'hypothèse selon laquelle les dépenses publiques favorisent la croissance économique et réduisent le chômage était rejeté. Partant de ce fait, la politique fiscale visant le contrôle du déficit budgétaire s'avérait inefficace.

Sylvain PORRAS et Arena, dans leur étude portant sur la relation entre croissance économique et le chômage en Amérique latine « Estimation de la loi d'Okun

---

<sup>16</sup> [https:// www.revuefrancaise d'économie.com](https://www.revuefrancaise.d'conomie.com), consulté le 25 mars 2024.

<sup>17</sup> BOMOKO, P.R, *impact de la politique budgétaire sur la pauvreté en république centre Africaine*, université de Bangui, maîtrise en sciences économiques, 2010 inédit.

<sup>18</sup> OUATARA, W., *dépenses publiques et croissance économique dans les pays de l'UEMOA*, en ligne sur : [www.eyrolles.com](http://www.eyrolles.com), consulté le 20 février 2024.

dans les pays de cette région » s'interrogent sur la validité de la loi d'Okun en Amérique latine, et montrent que, dans la région. Les fluctuations de l'activité économique influent moins sur le taux de chômage que dans les économies plus avancées, et que la relation chômage/production varie selon les pays.<sup>19</sup> Cependant, même la loi d'Okun montre qu'il existe une relation inverse entre le chômage et la production. Les variations cycliques nuisent à la qualité de l'emploi. Ces observations plaident pour l'adoption des mesures de lutte contre le chômage.

Pour sa part, BAHATI NAMEGABE s'est focalisé sur l'état du marché de l'emploi et les déterminants du chômage en RD Congo. L'auteur montre que l'accroissement du rythme des nouveaux venus (jeunes) sur le marché et l'accélération des mutations démographiques n'ont pas manqué d'aggraver les inadéquations entre les qualifications possédées par les travailleurs concernés et celles requises par les postes disponibles et créent, par là même, le déséquilibre sur le marché du travail.

Ainsi, l'auteur a voulu trouver les causes et conséquences du chômage ainsi que les mesures prises par les autorités pour atténuer celui-ci. Après le test Khi-deux, il a abouti aux résultats selon lesquels, par rapport à la situation du marché du travail, il est sûr à 95% que le chômage volontaire n'est pas dans le secteur primaire mais c'est plutôt le chômage involontaire qui y est.<sup>20</sup>

Oasis KONDILA TEDIKA et André MAKUTUBU ont analysé la loi d'Okun en fonction des réalités de la République Démocratique du Congo. Selon cette loi, il existerait un lien entre la croissance économique et le niveau du chômage. Cette relation est négative, autrement dit la croissance économique s'accompagne de la baisse du chômage. Ils ont démontré dans leur étude que le recule de 0,425% du PIB réel entraîne la hausse de 1% du taux de chômage ; ce qui signifie que l'économie doit croître à un rythme élevé et soutenue pour espérer inverser la tendance de la courbe du chômage en République démocratique du Congo dans les années à venir. Ces auteurs ont le mérite

---

<sup>19</sup> M Sylvain Porra et Arena, (1999), « La relation entre le chômage et la croissance économique en Amérique Latine : estimation de la loi d'Okun », *Revue internationale du travail*, p.191.

<sup>20</sup> BAHATI NAMEGABE, *Etat de marché de travail et les déterminants du chômage en RDC*, mémoire inédit UOB 2015.

d'aborder un problème pour lesquels les solutions préconisées par la plupart des gouvernements des PVD n'ont pas réussi à résoudre.

ELIZE SELEMANI Abethy dans son étude axée sur la politique budgétaire et la réduction du chômage en République Démocratique du Congo a abouti aux conclusions suivantes à l'aide d'un modèle à régression linéaire : PIB enregistré par la République démocratique du Congo de 2002 à 2016 à un impact négatif et significatif sur le taux de chômage<sup>21</sup>.

DADDY BOGOLE BOLIMA, dans son travail intitulé « Utilisation des politiques économiques dans la lutte pour la réduction du niveau de chômage en RDC »<sup>22</sup>, présente un modèle d'analyse l'a conduit aux résultats selon lesquels la politique entreprise en République Démocratique du Congo n'a pas entraîné la variation à la baisse du taux de chômage pendant la période d'étude. Il a remarqué que la politique budgétaire et la politique de change conduites par le gouvernement n'ont pas été des instruments de relance économique vu le niveau excessif du chômage dans le pays. Elles n'ont pas permis, dans leur conduite, de diminuer le niveau de chômage ; elles ont, par contre, été parmi les principales causes de la montée de chômage de masse au pays.

Ceci s'explique par la mauvaise structure des budgets du gouvernement, par le non-respect de la règle de l'orthodoxie budgétaire qui a conduit à des dépassements budgétaires et aux endettements ainsi que par les faiblesses des politiques monétaires qui n'ont pas répondu aux réalités des marchés congolais.

Pour Alain NZANZU TAVULYANDANDA, dans son étude sur “ Politique budgétaire en RDC : instruments, moyens et efficacité.”, a abouti à la conclusion selon laquelle de 1989 à 2001, l'économie congolaise a réalisé de contreperformances macroéconomiques : chute de la production nationale, hyperinflation, taux de chômage élevé, instabilité du taux de change, endettement élevé et balance de paiement déficitaire. Grâce à l'analyse économétrique des données récoltées dans différents rapports de la BCC et relatives aux finances publiques en RDC, il a abouti aux résultats suivants : durant la

---

<sup>21</sup> ELIZA SELEMANI, A. *Politique budgétaire et lutte contre le chômage en République démocratique du Congo*, UNIKI, FSEG, Mémoire, inédit 2021

<sup>22</sup>BOGOLE BOLIMA, D., *Utilisation des politiques économiques dans la lutte pour la réduction du niveau de chômage en RD Congo*, Mémoire, FSEG, UNIKIS, 2010, inédit

période retenue pour l'étude (2003 à 2015), la politique budgétaire mise en œuvre a eu comme instruments l'accroissement des dépenses publiques financé essentiellement par les recettes fiscales; cette politique n'a pas pu contribuer à la réalisation des performances macroéconomiques enregistrées en RDC depuis 2003. En effet son inefficacité s'explique par le niveau et la composition des dépenses publiques (dépenses courantes en proportion importante et en plus en biens et services) face à l'ouverture de l'économie caractérisée par une balance de paiement déficitaire (rubrique biens et services)<sup>23</sup>.

En outre, cette politique n'a pas influencé le taux de chômage bien qu'il se présente en diminution, à en croire les statistiques nationales. Alors que cette influence résulterait des dépenses en capital et en transferts aux ménages et entreprises, ces dépenses ont représenté une moindre importance dans le budget de la RDC.

Pour Yannick NGUNGU KWETA<sup>24</sup>, au terme de sa recherche sur la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique de la RD. Congo pour la période 2000-2015 où il était question de déterminer le lien, les sens du lien et l'intensité de ce lien. Pour ce chercheur, les résultats obtenus montrent qu'il existe un lien positif entre les dépenses publiques et la croissance économique car, en effet, les dépenses publiques expliquent 1% de la croissance lorsqu'elles varient à près de 0,83%. La politique budgétaire est favorable à réduction du chômage tel que les résultats nous l'ont montré.

Selon Reagan Protais MUFAUME MULANGWA<sup>25</sup>, les effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en RD. Congo, volet dépenses publiques.

En effet, pour ce chercheur en élaborant son travail, la préoccupation majeure a été celle de comprendre pourquoi les dépenses publiques de fonctionnement, d'investissement et de la dette extérieure de l'Etat congolais influencent positivement la croissance économique, mais de manière non significative. De ce fait, les résultats de son étude par son modèle AR révèlent que les dépenses publiques de fonctionnement

---

<sup>23</sup>ANAPI, Situation économique de la RDC, (en ligne), (Référence du 19 octobre 2015, 10h 45'), disponible sur <http://www.invertindrc.cd/fr/spip.php>, Article 107.

<sup>24</sup>NGUNGU KWETA, Y., *Politique budgétaire et croissance économique en RD Congo*, UNIKIN-DES Sciences économiques, 2016, inédit

<sup>25</sup>MUFAUME MULANGWA, R.P., *Les effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en RDC*, UNIKIN-DES FASEG, 2016, inédit

influent positivement, mais de manière non significative la création de richesses du pays et de la dette extérieure n'influence pas la croissance économique en RD. Congo.

Toutefois, on note l'existence d'une relation positive des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique en RDC, et la corruption influence négativement la croissance économique.

En somme, si la politique budgétaire reste un instrument utilisable, il faut dire que son efficacité dépend de la prise en compte de plusieurs contraintes et limites en RDC. Or dans la tradition keynésienne, la régulation de la croissance économique par l'Etat passe par des actions budgétaires contra-cycliques ; cette perspective amène les pouvoirs publics à soutenir l'activité économique dès lors que la demande des agents est déprimée et à la freiner lorsque son emballement fait craindre de déséquilibres internes et externes. On observera cependant qu'entre 1985 et 2003, les finances publiques congolaises ont été structurellement déficitaires, en contradiction avec la logique contra-cyclique d'investissement de l'Etat.

Élisée Borid Bernard Gnamoy<sup>26</sup> a analysé la politique budgétaire en décomposant en plusieurs postes : les recettes, les dépenses et le déficit budgétaire. Elle a permis d'appréhender la structuration et l'évolution de ces postes, l'évolution des allocations aux secteurs sociaux ainsi que leur incidence sur des indicateurs socio-économiques qui mesurent le niveau de vie des populations. L'analyse de l'évolution de la pauvreté à travers les indicateurs socio-économiques met à jour une hausse de celle-ci.

La cause de l'aggravation de la pauvreté est due à la dégradation du tissu socio-économique. Pour parvenir à ces résultats, le chercheur a utilisé le modèle de KOYCK qui lui a permis de capter les effets à court et long terme des dépenses sociales sur les variables endogènes (PIB, PIB/ tête, consommation des ménages et l'IDH).

Pour Léon-Amath Dione<sup>27</sup>, composition des dépenses publiques et impact sur la croissance économique, ces études sont réalisées à travers une multitude de modèles

---

<sup>26</sup>Borid Bernard GNAMOY, E., *La politique budgétaire et la lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire*, Université d'Abomey Calavi, Maîtrise en Sciences économiques, 2004, inédit

<sup>27</sup> Léon-Amath Dione, *Composition des dépenses publiques et impact sur la croissance économique : Analyses théoriques et empiriques sur le panel de pays développés, émergents et en voie de développement*, Université de Bourgogne Franche-Comté, Thèse, Sciences économiques, 2016, inédit

(VAR, DSGE...) et des techniques d'estimation différentes. L'analyse du budget montre que celui-ci est une fonction croissante du niveau de développement. Concernant, les composantes des dépenses publiques, on constate que les niveaux de dépenses de fonctionnement, de santé et d'éducation (dépenses sociales) sont plus élevés dans les pays qui ont un PIB par tête plus élevé. En revanche, les dépenses militaires et les intérêts de la dette sont plus importants dans les pays à faible revenu par rapport à ceux des pays à haut revenu.

### **3. Politique budgétaire et chômage en RD Congo : analyse par décomposition**

Il est question dans ce chapitre d'examiner la relation entre la politique budgétaire et le chômage en RD Congo et ce, à l'aide des outils offerts par l'économétrie des séries chronologiques. Le chômage est décomposé en chômage structurel et chômage conjoncturel.

Pour ce faire, nous présentons tout d'abord le modèle de base. Cette présentation concerne également la description de la procédure à suivre pour estimer les paramètres du modèle et l'évolution de différentes variables à travers le temps ; après que la source des données et la mesure des variables aient été clairement exposées (section I). Des études préliminaires sont par la suite menées. Il s'agit d'évaluer le sens et le degré de la liaison entre les variables, de tester leur stationnarité et, partant, leur cointégration (section II). Le modèle est alors estimé et le diagnostic sur les résidus fait (section III). Ce diagnostic concerne la vérification des hypothèses fondamentales (normalité des résidus, autocorrélation des erreurs, constance de la variance, spécification du modèle, etc.). Une fois le modèle est statistiquement validé, il fait l'objet d'une interprétation et d'une discussion à la section IV.

#### **3.1. Présentation du modèle de base, description des variables et source des données**

La littérature empirique et théorique relative aux effets de la politique budgétaire sur le chômage s'appuie essentiellement sur les modèles dynamiques (ou à décalage temporel) et non linéaires. Ces modèles ont l'avantage de mettre en exergue les relations de long terme et de court terme entre les variables, mais également évaluer l'existence d'un effet de seuil d'une variable sur une autre.

Pour ce faire, nous nous servons du modèle autorégressif à retards distribués (ou échelonnés) et qui se présente se présente comme suit :

$$LCHOM_t = \alpha_0 + \sum_{i=0}^p a_1 \Delta LDEP_{t-1} + \sum_{i=0}^p a_2 \Delta LIPC_{t-1} + \sum_{i=0}^p a_3 \Delta LCR_{t-1} + b_1 LDEP_{t-1} + b_2 LIPC_{t-1} + b_3 LCR_{t-1} + \delta_t$$

Avec  $\Delta$  opérateur de différence première;  $\alpha_0$ : constante ;  $a_1 \dots a_4$  : effets à court terme;  $b_1 \dots b_4$ : dynamique de long terme du modèle ;  $(\delta_t)$  : terme d'erreur (bruit blanc). Comme pour tout modèle dynamique, nous nous servons des critères d'information (Akaike-AIC, Schwarz-SIC et Hannan-Quin) pour déterminer les décalages optimaux (p,q) du modèle ARDL, par parcimonie.

Avant de décrire les variables et d'indiquer les signes attendus de nombreux paramètres, signalons que toutes les variables sont en logarithme décimal. Les variables étant toutes transformées en logarithme, les coefficients s'interprètent comme des élasticités. En outre, les séries sont temporelles en fréquence semestrielle.

LCHOM est le logarithme du taux de chômage qui est à la fois conjoncturel et structurel. Devant une diversité de méthodes permettant d'estimer le niveau potentiel ou structurel des variables, nous avons choisi celle en filtre notamment la démarche proposée par Hodrick-Prescott du fait de sa simplicité. De son côté, le taux de chômage conjoncturel représente les déviations du taux de chômage effectif par rapport à son niveau d'équilibre. Autrement dit, la différence entre le taux de chômage observé et le taux de chômage structurel permet de déterminer le niveau du chômage lié à la conjoncture. Les données sur le taux de chômage ont été extraites de *World Indicators* la Banque mondiale (2022).

LIPC est l'indice des prix à la consommation. Le taux d'inflation est habituellement mesuré par l'indice des prix à la consommation, le déflateur du PIB et l'indice de prix de production. Nous avons choisi de travailler avec l'IPC dont les variations mesurent le niveau d'inflation. La disponibilité des informations sur cet indicateur ont justifié notre choix. Il est en effet calculé et publié périodiquement par la Banque centrale du Congo. Il va sans dire que les données relatives à cette variable sont issues des rapports annuels de la Banque mondiale.

S'agissant du sens de la relation du taux d'inflation avec les variables endogènes, nous nous basons sur la relation de Phillips met en évidence une relation négative avec l'emploi, légitimant ainsi la nécessité de mettre en place des politiques économiques, en arbitrant entre le chômage et l'inflation. Ainsi, en s'appuyant sur cette relation, le chômage et le niveau des prix sont négativement corrélés. Cette relation a fait l'objet de critiques de la part des auteurs nouveaux classiques pour lesquels cette courbe est horizontale quelle que soit la période puisque les agents économiques forment des anticipations justes. Ainsi, admettent-ils que l'inflation n'a pas de lien avec le chômage. Cependant, certains travaux empiriques, à court terme mettent en évidence un lien inverse entre les deux. C'est le cas de NDUAYA MATUNGA qui a trouvé un effet positif de l'inflation sur le chômage aussi bien à court terme qu'à long terme<sup>28</sup>. Pour cette raison, nous maintenons l'inflation parmi les variables explicatives.

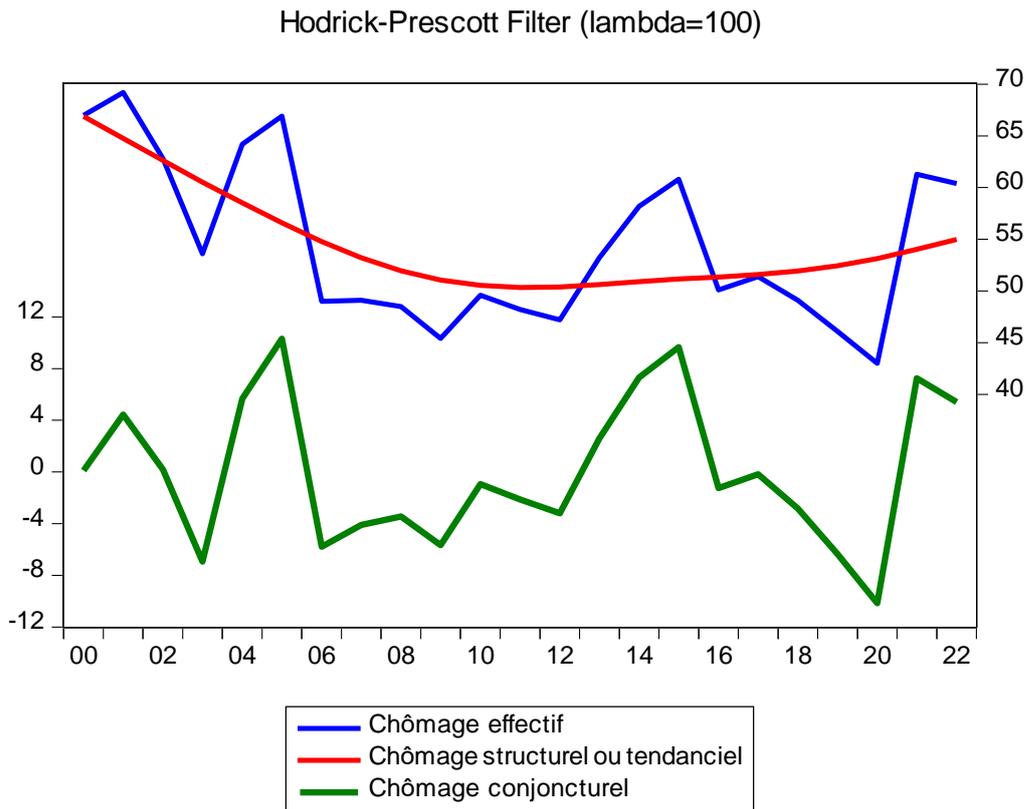
LDEP est le logarithme du ratio des dépenses publiques. Il s'agit du rapport des dépenses publiques sur le PIB. L'effet attendu de cette variable sur le chômage est négatif, c'est-à-dire qu'une augmentation des dépenses publiques réduit le taux de chômage aussi bien structurel et conjoncturel. Il va sans dire que nous nous alignons aux effets keynésiens de la relance budgétaire. Cette dernière, passant par un accroissement des dépenses publiques est supposée accroître la production et l'emploi qui lui est intimement dépendant, en ce qu'elle élève la demande effective à partir de laquelle les entreprises décident d'embaucher ou pas. De ce fait, les dépenses publiques réduisent le chômage dans ses deux composantes. Les données sur le ratio des dépenses publiques sont directement extraites de *World Indicators* de la Banque mondiale (2022).

LCR est le logarithme du taux de croissance économique du PIB réel c'est-à-dire le PIB aux prix constants en millions en francs congolais, 2010 étant l'année de base.

### ***Graphique N°1 : Chômage effectif, chômage structurel et chômage conjoncturel***

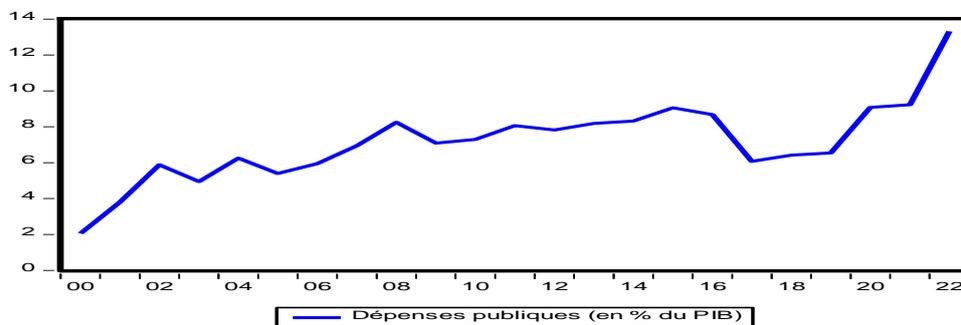
---

<sup>28</sup> NDUAYA MATUNGA, J., *Relation inflation-chômage : une vérification empirique de la courbe de Phillips en RD Congo de 1990 à 2011*, Mémoire, FASEG, UNIKIN 2013, inédit



Ce graphique montre que le taux de chômage structurel est plus fort, fluctuant entre 50 et 65% de la population active. De son côté, le taux de chômage conjoncturel oscille entre -8 et 10%, si bien que sa valeur est de 2% en moyenne (voir les statistiques descriptives ci-dessous). Ce chômage augmente en période de hausse conjoncturelle et diminue dans le cas inverse. Nous pouvons sans grand risque d’erreur affirmer que le chômage congolais est essentiellement structurel.

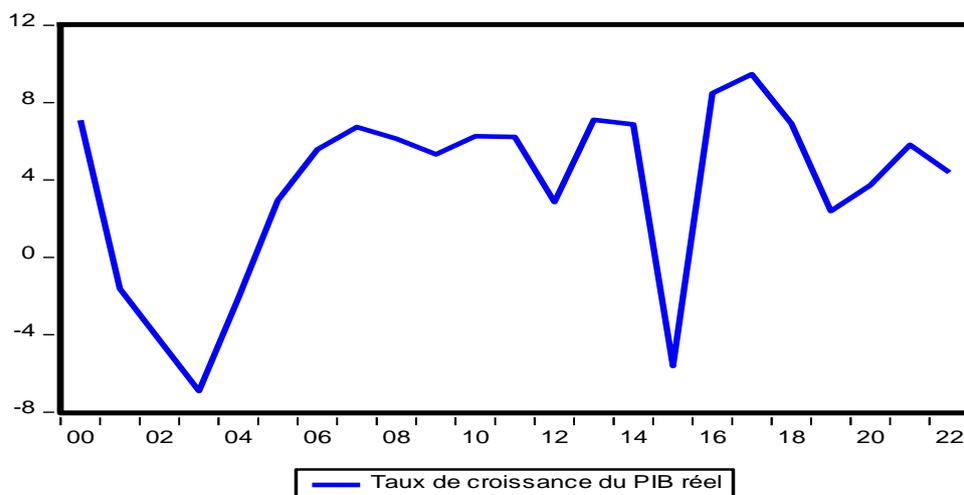
**Graphique N°2 : Evolution du ratio dépenses publiques/PIB**



Tout en ayant une tendance à la hausse, la part des dépenses publiques dans le PIB subit tout naturellement des mouvements de baisse et de hausse. Ces mouvements sont

directement liés aux variations du PIB et des dépenses publiques. Alors que le ratio était autour de 2% en 2000, ce ratio avoisine 8,5% en 2015, avant de chuter sous l'effet conjoint de la baisse de la croissance et des dépenses publiques. Par ailleurs, il s'observe que le ratio dépenses publiques/PIB est de près de 14% en 2022. Le niveau de ce ratio suggère que les dépenses de l'Etat participent moins à la formation du PIB, comparativement aux dépenses de consommation des ménages et aux exportations nettes.

**Graphique N°3 : Evolution du taux de croissance économique**



Il ressort de ce graphique que le taux de croissance du PIB est plus faible, voire négatif durant la décennie 1990 et au début des années 2000. Cette période est particulièrement connue pour des crises multiformes qui ont caractérisé l'économie congolaise. Les pillages, les grèves, les crises monétaires, le tout débouchant sur la guerre dite de libération sont la marque de cette période. Par contre, les décennies qui ont suivi cette période sombre de l'histoire économique de la RD Congo, en dépit de quelques retournements de la conjoncture imputables à l'environnement économique et financier international, sont celles d'une reprise de la croissance. Les multiples réformes mises en place et les différents programmes économiques expliquent en partie ces résultats relativement performants. La contraction de la croissance en 2019 est, pour une large part, liée à la crise sanitaire de covid-19 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2020.

### **3.2. Analyse de la corrélation, la stationnarité et la cointégration des variables**

#### *a. Statistiques descriptives des variables et analyse de leur corrélation*

**Tableau 1 : Statistiques descriptives des variables**

	LIPC	LDEP	LCR	LCHS	LCHC
Mean	2.630055	20.69304	11.44154	3.970637	1.995431
Median	2.707494	20.73408	12.57782	3.960858	2.106799
Maximum	7.875242	21.62325	16.47029	4.027201	3.119327
Minimum	-3.121244	19.39080	0.089073	3.930787	-2.947234
Std. Dev.	1.844747	0.647427	3.690153	0.033659	1.194873
Skewness	-0.344873	-0.289820	-1.500202	0.440086	-3.053439
Kurtosis	7.373046	2.026611	5.110703	1.685653	13.43355
Jarque-Bera	37.56528	2.459981	25.79351	4.795908	280.1266
Probability	0.000000	0.292295	0.000003	0.090904	0.000000
Sum	120.9825	951.8800	526.3108	182.6493	91.78982
Sum Sq. Dev.	153.1391	18.86226	612.7753	0.050983	64.24751
Observations	46	46	46	46	46

*Source : Nos calculs sur Eviews 10.0*

Ce tableau reprend les principales statistiques descriptives de nos séries, avant leur transformation logarithmique. Nous y lisons la moyenne, la médiane, le maximum, le minimum, l'écart-type, les coefficients d'aplatissement et d'asymétrie.

Nous y lisons que les séries ne sont pas normalement distribuées au regard de la valeur prise par la probabilité de Jarque-Bera. En effet, cette probabilité est supérieure au seuil de 5%. Les séries LDEP et LCHS font toutefois figure d'exception. En plus, les séries LIPC et LCR sont celles affectées de l'écart-type et la variance les plus élevés. Autrement dit, elles sont les séries les plus volatiles de toutes.

**Tableau 2 : Matrice des coefficients de corrélation**

Covariance Analysis: Ordinary					
Correlation					
t-Statistic	LIPC	LDEP	LCR	LCHS	LCHC
LIPC	1.000000				
	-----				
LDEP	-0.286760	1.000000			
	-1.985539	-----			
LCR	-0.606082	0.027935	1.000000		
	-5.054418	0.185374	-----		
LCHC	0.466555	-0.599319	-0.538767	1.000000	
	3.498934	-4.966121	-4.242095	-----	
LCHS	-0.064380	-0.058943	0.463697	0.046029	1.000000
	-0.427939	-0.391663	3.471601	0.305643	-----

*Source : Nos calculs sur Eviews 10.0*

La lecture du tableau des coefficients de corrélation nous renseigne que la corrélation entre les variables exogènes et les variables endogènes est positive pour certaines variables et négatives pour certaines autres variables. L'on voit par exemple que la corrélation entre les dépenses publiques et le chômage structurel est -59,9% contre -5,9% avec le chômage structurel. Aussi la corrélation entre la croissance économique et le chômage structurel est de -46,4% contre -53,9% avec le chômage conjoncturel.

Il va sans dire que les dépenses publiques et la croissance économique sont liées négativement au chômage qu'il soit structurel ou conjoncturel. Toutefois, la liaison entre la variable de la politique budgétaire n'est significative qu'avec le chômage conjoncturel au regard du ratio empirique de Student au seuil de signification de 5%.

**b. Analyse de la stationnarité et la cointégration des variables**

Les séries temporelles, si elles ne sont pas stationnaires ou stationnalisées, sont à la base des biais dans l’estimation des paramètres. Plusieurs tests existent pour examiner l’existence ou non de la racine unitaire dans les séries chronologiques. Nous nous servons du test ADF (Augmented Dickey-Fuller) pour la stationnarité de nos différentes séries.

**Tableau 3 : Test de racine unitaire**

<i>Variables</i>	<b>M1</b>	<b>M2</b>	<b>M3</b>	<b>Conclusion</b>
<i>LCHC</i>	-4.413715	-4.282948	-0.851691	Stationnaire
	-3.515523	-2.929734	-1.949097	
<i>LCHS</i>	-1.094022	-2.808507	1.193310	Non stationnaire
	-3.529758	-2.941145	-1.949609	
<i>D(LCHS)</i>	-2.559912	-0.415136	-3.922095	Stationnaire
	-3.529758	-2.938987	-1.949609	
<i>LCR</i>	-2.759354	-3.479832	-0.090094	Stationnaire
	-3.523623	-2.928142	-1.949097	
<i>LDEP</i>	-2.237208	-0.962959	0.190630	Non stationnaire
	-3.513075	-2.928142	-1.948313	
<i>D(LDEP)</i>	-6.488090	-6.488090	-2.527554	Stationnaire
	-2.929734	-2.929734	-1.949097	
<i>LIPC</i>	-3.252081	-3.466496	-2.466100	Stationnaire
	-3.513075	-2.928142	-1.948313	

*Source : Nos calculs sur Eviews 10.0*

M1 : Modèle avec trend et intercept, M2 : Modèle avec intercept et M3 : Modèle sans tendance ni constante. Les chiffres en haut sont les valeurs empiriques du test ADF, alors que ceux situés en-dessous sont les valeurs tabulaires de McKinnon au seuil de 5%.

La lecture de ce tableau indique que les séries LCHS, LCR et LIPC sont stationnaires à niveau, car la statistique ADF est supérieure à la valeur tabulaire de McKinnon. Autrement dit, leur probabilité critique reste inférieure à 5%. Les séries LCHS et LDEP ne sont pas stationnaires et ne sont pas non plus affectées d’une tendance stochastique. Leur stationnarité a impliqué, du coup, que le filtre à différence leur soit appliqué. Elles

sont stationnaires en différence première. Aucune variable n'étant intégrée d'ordre 2, cela permet l'application du modèle ARDL.

Au regard de plusieurs tests de cointégration, ceux d'Engel et Granger (1987), de Johansen (1988, 1991) et Johansen et Juselius (1990) ne sont pas valides pour les résultats consignés dans le tableau ci-haut. En effet, le test de cointégration de Engel et Granger (1991) n'est valide que pour deux variables intégrées de même ordre (soit ordre d'intégration = 1), il est ainsi moins efficace pour des cas multivariés. Bien que le test de Johansen pallie à ce souci, fondé sur une modélisation vectorielle autorégressive à correction d'erreur (VECM), il exige aussi que toutes les variables soient intégrées de même ordre, ce qui n'est pas toujours le cas en pratique. Nos séries étant intégrées d'ordres différents, l'on peut recourir au test de cointégration de Pesaran et al. (2001) appelé « test de cointégration aux bornes » ou « bounds test to cointégration ».

### **3.3. Test de cointégration de Pesaran et estimation du modèle ARDL**

Ce test de cointégration de Pesaran permet vérifier l'existence d'une relation de cointégration entre les variables dans un modèle ARDL. Il faut toutefois déterminer le décalage optimal et recourir au test de Fisher pour vérifier l'existence d'une relation de cointégration. Ci-dessous les résultats de ces deux étapes d'application du modèle à retards échelonnés.

*a. Test de cointégration*

**Tableau 4 : Détermination du retard optimal à l'aide d'un VAR à niveau**

VAR Lag Order Selection Criteria

Endogenous variables: LCHC LCHS

Exogenous variables: C LCR LIPC LDEP

Sample: 2000S1 2022S2

Included observations: 43

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	53.88363	NA	0.000406	-2.134122	-1.806457	-2.013290
1	112.2391	100.4257	3.25e-05	-4.662284	-4.170787	-4.481035
2	130.8403	30.28094	1.66e-05	-5.341407	-4.686077	-5.099742
3	179.5842	74.81623*	2.08e-06*	-7.422519*	-6.603356*	-7.120437*

\* indicates lag order selected by the criterion

LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)

Source: Nos estimations sur Eviews 10.0 FPE: Final prediction error, AIC: Akaike information criterion, SC: Schwarz information criterion et HQ: Hannan-Quinn information criterion.

A l'aide d'un VAR à niveau, les résultats consignés dans ce tableau révèlent que tous les critères d'information sont unanimes sur le nombre de retards optimal. Le retard optimal, celui qui minimise la valeur des critères d'information, est égal 3.

Par ailleurs, au regard des tests qui aident à diagnostiquer le modèle ARDL estimé, l'on note l'absence d'autocorrélation des erreurs, il n'y a pas d'hétéroscédasticité, il y a normalité des erreurs, et le modèle a été bien spécifié. Les résultats sur ces différents tests sont repris dans le tableau ci-après :

**Tableau 5. Résultats des tests diagnostiques du modèle ARDL estimé**

Statistiques	Valeurs	
	Modèle du chômage structurel	Modèle du chômage conjoncturel
<b>Jarque-Bera</b>	1,38	51,6
<b>Probabilité Jarque-Bera</b>	0,501	0,000
<b>Probabilité Breusch-Godfrey</b>	0,526	0,285
<b>Probabilité Breusch-Godfrey-Pagan</b>	0,059	0,3683
<b>Probabilité RAMSEY</b>	0,242	0,099

*Source : Nos calculs sur Eviews 10.0*

La lecture de ce tableau indique que les résidus ne sont pas gaussiens pour le modèle du chômage conjoncturel alors qu'ils le sont pour celui du chômage structurel. Dans le premier cas, ils ne suivent pas en effet la loi normale, la probabilité critique de Jarque-Bera étant inférieure à 5%. Par ailleurs la statistique LM, produit du nombre d'observations par le coefficient de détermination, reste largement supérieure à la valeur calculée de Fisher pour le test de Breusch-Godfrey pour tous les deux modèles. Autrement dit, la probabilité critique est supérieure au seuil de signification de 5%. Nous ne rejetons pas l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation des erreurs. Par ailleurs les probabilités associées aux tests de Breusch-Godfrey-Pagan et Ramsey Reset sont respectivement toutes au-dessus de 0,05. Dans ce dernier cas, les résidus sont homoscedastiques et les modèles, quant à eux, correctement spécifiés.

Le modèle étant statistiquement valide, l'on peut passer à la deuxième étape de la cointégration aux bornes. Il s'agit du test de Fisher.

Tableau 6 : Résultats du test de cointégration de Pesaran

Modèle du chômage structurel		
Variables	LCHS LDEP LCR LIPC	
F-Stat calculée	7,8	
Seuil critique	Borne inférieure	Borne supérieure
10%	3,8	3,8
5%	4,6	4,6
2,5%	5,39	5,39
1%	6,44	6,44
Modèle du chômage conjoncturel		
Variables	LCHC LDEP LCR LIPC	
F-Stat calculée	18,66	
Seuil critique	Borne inférieure	Borne supérieure
10%	3,8	3,8
5%	4,6	4,6
2,5%	5,39	5,39
1%	6,44	6,44

**Source :** Nos estimations sur Eviews 10.0

Les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries sous étude (la valeur de F-stat est supérieure à celle de la borne supérieure), ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme des variables exogènes sur le chômage structurel et conjoncturel.

*b. Coefficients de long terme et dynamique de court terme*

▪ *Coefficients de court terme*

*Tableau 7a : Effets de court des variables exogènes sur le chômage structurel*

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(LCHS)				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LCHS(-1))	0.037099	0.042339	0.876236	0.3867
D(LCHS(-2))	1.053384	0.045193	23.30833	<b>0.0000</b>
LCR	-0.000146	0.000111	-1.310835	0.1982
LDEP	-0.000687	0.000201	-3.421256	<b>0.0016</b>
LIPC	0.000271	0.000204	1.328896	0.1922
CointEq(-1)*	-0.045555	0.011374	-4.005293	<b>0.0003</b>
R-squared	0.947264	Mean dependent var		-0.000477
Adjusted R-squared	0.940138	S.D. dependent var		0.006769

*Source: Nos calculs sur Eviews 10.0*

**Tableau 7b : Effets de court des variables exogènes sur le chômage conjoncturel**

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(LCHC)				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LCHC(-1))	0.328934	0.128689	2.556042	<b>0.0147</b>
LCR	-0.222607	0.053908	-4.129413	<b>0.0002</b>
LDEP	-0.075915	0.033818	-2.244782	<b>0.0307</b>
LIPC	0.074381	0.090963	0.817707	0.4186
CointEq(-1)*	-0.847104	0.136879	-6.188728	<b>0.0000</b>
R-squared	0.618038	Mean dependent var		0.019422
Adjusted R-squared	0.568606	S.D. dependent var		1.188431

*Source: Nos calculs sur Eviews 10.0*

Comme on peut le lire sur les tableaux 7a et 7b ci-dessus, les coefficients d’ajustement ou forces de rappel sont statistiquement significatifs négatifs et sont compris entre zéro et un en valeur absolue, ce qui garantit un mécanisme de correction d’erreur, et donc l’existence d’une relation de long terme (cointégration) entre variables.

Nous lisons de ces tableaux que s’agissant du chômage structurel, son taux baisse très légèrement à la suite d’une politique budgétaire de relance. Ainsi, à court terme, si les dépenses publiques augmentent de 1% du PIB, le chômage structurel baisse de 0,0007 point. La croissance fait, elle aussi, baisser le chômage structurel, mais l’influence reste statistiquement moins significative.

Pour ce qui est du chômage conjoncturel, la politique budgétaire est à même de baisser son niveau. C’est alors que l’accroissement des dépenses publiques de 1% du PIB réduit le chômage conjoncturel de 0,08%. La croissance économique est suffisamment robuste pour réduire ce type de chômage. 1% d’augmentation du PIB réel diminue le chômage de 0,22% confirmant ainsi la loi d’Arthur OKUN.

▪ *Coefficients de long terme*

**Tableau 8a : Coefficients de long terme pour le modèle du chômage structurel**

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.196574	0.089395	2.198938	0.0344
LCHS(-1)*	-0.045556	0.017716	-2.571488	0.0144
D(LCHS(-1))	0.037106	0.060450	0.613840	0.5432
D(LCHS(-2))	1.053391	0.056304	18.70916	0.0000
LDEP	-0.000687	0.001011	-0.679457	0.5012
LCR	-0.000146	0.000116	-1.255312	0.2175
LIPC	0.000271	0.000207	1.309892	0.1985

*Source : Nos estimations sur Eviews 10.0*

**Tableau 8b : Coefficients de long terme pour le modèle du chômage structurel**

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.421573	4.777212	0.088247	0.9301
LCHC(-1)*	-0.847104	0.139502	-6.072331	0.0000
D(LCHC(-1))	0.328934	0.131258	2.506006	0.0166
LDEP	-0.075915	0.220445	-0.344372	0.7325
LCR	-0.222607	0.055535	4.008437	0.0003
LIPC	0.074382	0.104297	0.713172	0.4801

*Source : Nos estimations sur Eviews 10.0*

Nous lisons de ces deux tableaux que dans le long terme, la politique budgétaire est sans effet sur le niveau du chômage structurel autant que la croissance économique. Leurs influences restent marginales du point de vue statistique. La croissance économique reste cependant nécessaire pour agir sur le niveau du chômage conjoncturel.

#### **4. Interprétation économique des résultats**

A la lumière des données recueillies, fort est de constater que tout en ayant une tendance à la hausse, la part des dépenses publiques dans le PIB subit tout naturellement des mouvements de baisse et de hausse. Ces mouvements sont directement liés aux variations

du PIB et des dépenses publiques. Alors que le ratio était autour de 2% en 2000, ce ratio avoisine 8,5% en 2015, avant de chuter sous l'effet conjoint de la baisse de la croissance et des dépenses publiques ; le même ratio est de près de 14% en 2022. Il va sans dire que la politique budgétaire conduite par le gouvernement congolais pendant la période examinée est essentiellement expansionniste.

Par ailleurs, le taux de chômage structurel est plus fort, fluctuant entre 50 et 65% de la population active sur la même période. De son côté, le taux de chômage conjoncturel oscille entre -8 et 10%, si bien que sa valeur est de 2% en moyenne. Ce chômage augmente en période de hausse conjoncturelle et diminue dans le cas inverse. Delà, nous pouvons sans grand risque d'erreur affirmer que le chômage congolais est essentiellement structurel.

L'analyse des coefficients de corrélation nous renseigne que la corrélation entre les variables exogènes et les variables endogènes est positive pour certaines variables et négatives pour certaines autres. L'on voit, par exemple, que la corrélation entre les dépenses publiques et le chômage structurel est -59,9% contre -5,9% avec le chômage conjoncturel. Aussi la corrélation entre la croissance économique et le chômage structurel est de -46,4% contre -53,9% avec le chômage conjoncturel. Il va sans dire que les dépenses publiques et la croissance économique sont liées négativement au chômage qu'il soit structurel ou conjoncturel. Toutefois, la liaison entre la variable de la politique budgétaire n'est significative qu'avec le chômage conjoncturel au regard du ratio empirique de Student au seuil de signification de 5%.

A l'aide du modèle ARDL, l'analyse de la régression révèle que pour ce qui est du chômage structurel, son taux baisse très légèrement à la suite d'une politique budgétaire de relance. Ainsi, à court terme, si les dépenses publiques augmentent de 1% du PIB, le chômage structurel baisse de 0,0007 point. La croissance fait, elle aussi, baisser le chômage structurel, mais l'influence reste statistiquement peu significative.

S'agissant du chômage conjoncturel, la politique budgétaire est à même de baisser son niveau. C'est ainsi que l'accroissement des dépenses publiques de 1% du PIB réduit le chômage conjoncturel de 0,08%. Quant à elle, une croissance économique suffisamment

robuste peut réduire ce type de chômage. Ainsi 1% d'augmentation du PIB réel diminue le chômage de 0,22%, confirmant ainsi la loi d'Arthur OKUN.

Quant à ce qui est du long terme, la politique budgétaire est sans effet sur le niveau du chômage structurel autant que la croissance économique. Son influence reste marginale du point de vue statistique. La croissance économique reste cependant nécessaire pour agir sur le niveau du chômage conjoncturel.

Nos résultats sont semblables à ceux de **Yacine Miliani** sur le cas de l'Algérie pour qui la politique de relance économique a donné des résultats considérables sur le court terme mais a des difficultés pour continuer à soutenir la croissance et réduire le chômage dans le long terme. C'est le même résultat aussi d'ELIZE **SELEMANI Abethy** sur le cas congolais.

### **Conclusion**

La RD Congo, en dépit de ses potentialités inestimables, est un pays confronté à de nombreux fléaux aussi bien sur le plan économique que sur le plan social. Le niveau élevé du chômage est sans nul doute un de ces problèmes qui frappent une bonne partie de la population congolaise. En effet, plus de la moitié de la population active en RD Congo est sans emploi.

Devant cette situation, les autorités ne se considèrent pas vaincues. Plusieurs stratégies et politiques sont conçues et mises en œuvre pour réduire le niveau de chômage dans le pays, parmi lesquelles il y a les dépenses publiques ainsi que les recettes publiques. Nous avons, de ce fait, choisi d'évaluer les effets de la politique budgétaire sur le chômage en RD Congo en nous appuyant sur les dépenses publiques et en décomposant le chômage en ses composantes structurelle (permanente) et conjoncturelle (transitoire).

Pour bien mener nos investigations sur ce thème, nous sommes partis de la question suivante : quels sont les effets de la politique budgétaire sur le chômage en RD Congo ?

Inscrite sur la période allant de 2000 à 2023 compte tenu de la disponibilité des données, cette étude a été structurée en trois chapitres et ce, sans considérer l'introduction et la présente conclusion. Le premier chapitre présente une approche

théorique sur la politique budgétaire et le chômage. De son côté, le deuxième chapitre passe en revue les liens théoriques et empiriques entre la politique budgétaire et le chômage. Enfin, le troisième chapitre évalue les effets de la politique budgétaire sur le chômage en RD Congo.

Après la récolte des données issues des indicateurs de développement de la Banque mondiale (2022) et leur analyse, nous avons abouti aux résultats suivants :

- tout en ayant une tendance à la hausse, la part des dépenses publiques dans le PIB subit tout naturellement des mouvements de baisse et de hausse. Ces mouvements sont directement liés aux variations du PIB et des dépenses publiques. Alors que le ratio était autour de 2% en 2000, ce ratio avoisine 8,5% en 2015, avant de chuter sous l'effet conjoint de la baisse de la croissance et des dépenses publiques. Par ailleurs, il s'observe que le ratio dépenses publiques/PIB est de près de 14% en 2022. Il va sans dire que la politique budgétaire conduite par le gouvernement congolais pendant la période examinée est essentiellement expansionniste ;
- Par ailleurs, le taux de chômage structurel est plus fort, fluctuant entre 50 et 65% de la population active. De son côté, le taux de chômage conjoncturel oscille entre -8 et 10%, si bien que sa valeur est de 2% en moyenne. Ce chômage augmente en période de hausse conjoncturelle et diminue dans le cas inverse. Nous pouvons sans grand risque d'erreur affirmer que le chômage congolais est essentiellement structurel ;
- L'analyse des coefficients de corrélation nous renseigne que la corrélation entre les variables exogènes et les variables endogènes est positive pour certaines variables et négatives pour certaines autres variables. L'on voit, par exemple, que la corrélation entre les dépenses publiques et le chômage structurel est -59,9% contre -5,9% avec le chômage structurel. Aussi la corrélation entre la croissance économique et le chômage structurel est de -46,4% contre -53,9% avec le chômage conjoncturel. Il va sans dire que les dépenses publiques et la croissance économique sont liées négativement au chômage qu'il soit structurel ou conjoncturel. Toutefois, la liaison entre la variable de la politique budgétaire n'est significative qu'avec le chômage conjoncturel au regard du ratio empirique de Student au seuil de signification de 5% ;

- L'analyse de la régression révèle que pour ce qui est du chômage structurel, son taux baisse très légèrement à la suite d'une politique budgétaire de relance. Ainsi, à court terme, si les dépenses publiques augmentent de 1% du PIB, le chômage structurel baisse de 0,0007 point.

- S'agissant du chômage conjoncturel, la politique budgétaire est à même de baisser son niveau. C'est ainsi que l'accroissement des dépenses publiques de 1% du PIB réduit le chômage conjoncturel de 0,08%. Quant à elle, la croissance économique suffisamment robuste peut réduire ce type de chômage. 1% d'augmentation du PIB réel diminue le chômage de 0,22%, confirmant ainsi la loi d'Arthur OKUN.

Quant à ce qui est du long terme, la politique budgétaire est sans effet sur le niveau du chômage structurel autant que la croissance économique. Son influence reste marginale du point de vue statistique. La croissance économique reste cependant nécessaire pour agir sur le niveau du chômage conjoncturel.

Nos résultats sont semblables à ceux de **Yacine Miliani** sur le cas de l'Algérie pour qui la politique de relance économique a donné des résultats considérables sur le court terme mais a des difficultés pour continuer à soutenir la croissance et réduire le chômage dans le long terme ; c'est le même résultat aussi de **ELIZE SELEMANI Abethy** sur le cas congolais.

### Références bibliographiques

- Abraham Frois, G, *Economie publique*, Ed. Economica, Paris 1988,
- BOGOLE BOLIMA, D., *Utilisation des politiques économiques dans la lutte pour la réduction du niveau de chômage en RD Congo*, Mémoire, FSEG, UNIKIS 2010
- DOSTALER, G., *Keynes et ses combattants*, Paris, Ed Albine Michel 2004 cité par Zakia Hidouche la controverse Keynes-Hayek et les grandes crises, 2010
- NGUNGU KWETA, Y., *Politique budgétaire et croissance économique en RD Congo*, UNIKIN-DES Sciences économiques, 2016

- TOULOUSE, J-B, et al. *Finances publiques et politiques publiques*, Ed. Économica, Paris
- BAHATI NAMEGABE, *Etat de marché de travail et les déterminants du chômage en RDC*, Mémoire UOB 2015.
- Borid Bernard GNAMOY, E., *La politique budgétaire et la lutte contre la pauvreté en Côte d'ivoire*, Maitrise en Sciences économiques Université d'Abomeycalavi, 2004
- ELIZA SELEMANI, A. *Politique budgétaire et lutte contre le chômage en République démocratique du Congo*, Mémoire, FSEG, UNIKI 2021
- Léon-Amath Dione, *Composition des dépenses publiques et impact sur la croissance économique : Analyses théoriques et empiriques sur le panel de pays développés, émergents et en voie de développement*, Thèse, Sciences économiques, Université de Bourgogne, Franche-Comté 2016
- MUFAUME MULANGWA, R.P., *Les effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en RDC*, DES, FASEG, UNIKIN 2016
- NDUAYA MATUNGA, J., *Relation inflation-chômage : une vérification empirique de la courbe de Phillips en RD Congo de 1990 à 2011*, Mémoire, FASEG, UNIKIN 2013
- Yacine Miliani, *Des effets de la dépense publique sur la croissance économique et emploi en Algérie*, Thèse de Doctorat, Université d'Oran Muhamed, 2016
- Rapport de l'OIT : *Emploi et question sociale dans le monde, tendance 2024*
- <http://www.invertindrc.cd/fr/spip.php?>
- [https //: www. Investirindrc.cd/ fr/généralités-sur-la rdc](https://www.investirindrc.cd/fr/généralités-sur-la-rdc)
- [https:// www.revuefrancaise d'economie.com](https://www.revuefrancaise d'economie.com)
- <https://www.bank-banquecanada.ca>
- <https://m.meziani.m.over-blog.com>

